

UN VERAN TROP ET BONJOUR LES FUTURS DEGATS

Dans le monde merveilleux et moderne de la Macronie, il en est de l'exemplarité des élus élites du système en place comme celui de la Papauté sous les BORGIA...

Les coups bas et autres joyeusetés en dessous de la ceinture nous rappelle à l'ordre moral et aux valeurs républicaines tenantes de notre fervente démocratie, masquant à peine les agissements salaces de cette caste dirigeante aux mœurs décadentes de Babyloniens en goguette...

Après tout, nous dira-t-on, la vie privée aussi décousue soit-elle, s'étalant sur nos écrans telle une télé réalité de jeunes pubères de la politique pris la main dans son sac de billes et l'autre dans le pot de confiture de la voisine, ne nous regarde pas...

Et pourtant, cette cour de récréation lubrique n'est autre que la décomposition d'un gouvernement qui confond allègrement le rôle d'un ministre avec celui d'un acteur du premier samedi du mois sur une chaîne cryptée.

Cela révèle non pas un amateurisme revendiqué comme un étendard électoral mais plutôt de cette impunité malade dont pense jouir pleinement et sans entrave la classe bourgeoise au pouvoir...

Ainsi, dans ce système établi de décadence politique, la victimisation du coupable semble devenir la règle parfaite d'une ligne de défense qui ne dupera personne et certainement pas celles et ceux qui subissent quotidiennement les décisions de ces pervers du palais de l'Elysée.

Car n'oublions pas que ces ébats pathétiques cachent maladroitement une remise en cause méthodique de notre contrat social et de l'ensemble de nos conquits sociaux.

Pendant que certains regardent et analysent ce déballage médiatique comme l'alpha et l'oméga du journalisme à la pointe de l'actualité, d'autres s'affèrent à détricoter notre protection sociale et son pilier : la Sécurité sociale.

La valse des ministres, au rythme des scandales, si près des élections municipales, a conduit en pleine bataille contre la réforme des retraites et pour la défense de l'hôpital public, à la démission programmée de la ministre de la santé et des solidarités pour remplacer à la hâte le vidéaste marcheur et déchu à la mairie de PARIS.

Alors, son remplaçant ministériel est arrivé non sans une larme versée par la partante, certainement sur les nombreux lits d'hôpitaux fermés et sur la casse avancée de notre modèle social... l'amertume évidente de n'avoir pas terminé sa sale et basse besogne !

Point d'inquiétude toutefois, car le remplaçant au pied levé, a déjà à son actif quelques faits d'armes qui pourraient nous amener à presque regretter le départ précipité de l'ancienne locataire du ministère.

Nous pourrions d'ailleurs légitimement nous interroger sur ce qui a conduit la dorénavant ex-ministre à quitter son poste alors que dans le même temps, d'autres restent en place tout en battant campagne...

Mais, la période est trop grave pour se rabaisser à leur niveau et l'homme nouveau en place trop dangereux pour se perdre en conjectures.

En effet, un succinct détour par le curriculum vitae du tout frais ministre a de quoi inquiéter au plus haut point les enfants que nous sommes des « Jours Heureux » et doit se faire retourner de colère dans sa tombe, Ambroise Croizat.

Homme du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020 et de la réforme constitutionnelle, il s'illustre en voulant supprimer de la constitution, le terme Sécurité sociale en le remplaçant par protection sociale.

En janvier 2020, il se voit décerner un « diplôme de la casse sociale » pour « le remercier de son zèle à casser les solidarités, la sécurité sociale et à servir la finance ».

Tout un programme, sachant par ailleurs qu'il est chargé du volet organique de la réforme des retraites, nous pouvons le remercier d'avoir entériné dans ce néfaste projet, la disparition de la branche vieillesse, des Carsat et autres institutions de retraites et de prévoyances...

Salariés, assurés sociaux, allocataires, c'est l'alarme !

Cet homme est en mission, celle de nous détruire...

« Jamais nous ne tolérerons qu'un seul des avantages de la sécurité sociale soit mis en péril. Nous défendrons à en perdre la vie et avec la plus grande énergie cette loi humaine et de progrès. »

Cette phrase, prononcée par Ambroise Croizat lors de son dernier discours à l'Assemblée nationale, le 24 octobre 1950, doit devenir le fil rouge de nos luttes présentes et à venir...